

CRÉÉE VOILÀ SEPT ANS ET EN ATTENTE DE RATIFICATIONS

La Commission africaine de l'énergie sera lancée dimanche à Alger

Sept ans après sa création, en juillet 2001, en attente de ratifications, la Commission africaine de l'énergie (Afrec) sera enfin lancée officiellement dimanche prochain à Alger et sera désormais opérationnelle.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le 17 février prochain, l'hôtel El-Aurassi à Alger abritera la Conférence des ministres en charge de l'Energie de l'Union africaine.

Organisée et pilotée sous l'égide de l'Union africaine (UA) et du ministère algérien de l'Energie et des Mines, cette conférence ponctuera deux journées de travaux d'experts.

Une trentaine de ministres africains de l'Energie et les représentants d'une dizaine d'organisations régionales et internationales énergétiques participeront à cette conférence ministérielle qui verra le lancement officiel de la Commission africaine de l'énergie (Afrec). Hier, au siège de son département, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, et deux représentants de l'Union africaine et de l'Afrec ont animé une conférence de

presse pour présenter cet événement. Créée en juillet 2001, à Maputo en Zambie, lors du 37^e sommet des chefs d'Etat africains, l'Afrec est une commission relevant de l'UA, «un organe de coopération et de concertation interafricaine», selon Chakib Khelil.

Elle est basée à Alger et dispose de ressources humaines et du soutien logistique de l'Algérie. L'Afrec dispose pour l'année 2008 d'un budget de l'ordre de 1,1 million de dollars dont 700 000 dollars sont à la charge de l'Union africaine et les 400 000 dollars répartis sur les pays membres.

Cela même si le mode de financement de cette commission pose problème et sera abordé lors de cette conférence ministérielle.

Cette commission sera néanmoins opérationnelle et mise sur les rails, du point de vue réglementaire, juridique et technique, sept ans



Promouvoir les projets énergétiques communs.

après sa création. Grâce à l'obtention du nombre de ratifications requis par les Etats membres de l'Union africaine (le minimum est de 15 ratifications).

En effet, 19 pays sur les 53 Etats membres de l'Union africaine ont achevé les procédures de ratification requises de la convention portant création de l'Afrec. Quatre autres pays devraient ratifier cette convention en attendant

qu'une quarantaine d'Etats membres de l'UA le fassent complètement avant la fin de l'année. L'Afrec pourra développer le système d'informations énergétiques sur l'Afrique, élaborer des politiques, stratégies et plans d'action en matière de développement énergétique. Egalement, promouvoir les projets énergétiques communs, en matière d'approvisionnement et développement des énergies renouve-

lables, assister les pays membres de l'UA et contribuer à l'intégration économique et énergétique de l'Afrique.

Mais aussi contribuer à la défense des intérêts et la préservation des ressources du continent africain, sujettes à forte compétition internationale, même si la capacité de cette commission à jouer un rôle de lobbying est limitée.

En rappelant que 7 pays africains sont

membres de plein droit et membres observateurs au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). A charge, selon Chakib Khelil, pour l'Afrec, d'une «politique de mobilisation adéquate», de «s'ouvrir sur l'ensemble des acteurs qui composent la scène énergétique africaine» et «qu'elle s'élève à la hauteur de ses responsabilités dans la promotion du secteur énergétique en Afrique». Soit, «une volonté politique sans faille de la part de tous les Etats membres pour bâtir et consolider l'Afrec», ajoutera-t-il. L'Afrec et par delà l'Afrique pourront également bénéficier de l'expertise accumulée par l'Organisation latino-américaine de l'énergie (Olae) en ces domaines. En ce sens, un appel sera lancé à la participation massive des pays africains à la deuxième Conférence des ministres de l'Energie d'Afrique et d'Amérique latine (Afrolac), prévue le 3 avril 2008 à Cancun au Mexique.

C. B.

L'OPEP TIENDRA UNE RÉUNION LE 5 MARS 2008 À VIENNE

L'augmentation de la production n'est pas prévue mais...

Le ministre de l'Energie et des Mines et président en exercice de l'Opep, Chakib Khelil, a écarté, hier, toute augmentation de la production de pétrole lors de la réunion de l'Opep, prévue en mars prochain à Vienne.

«Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'on ne va pas augmenter la production», a répondu Chakib Khelil à une question sur la décision que devrait prendre l'Opep quant à une baisse ou à une augmentation de sa production pétrolière.

«Je ne peux pas vous dire ce que la conférence de l'Opep prendra comme décision, mais dans tous les cas de figure, elle va tenir compte de tous les éléments du marché pétrolier», a-t-il précisé.

Chakib Khelil a ajouté que la réunion de Vienne «étudiera la situation du marché et prendra la décision appropriée pour le stabiliser».

Dans sa réponse, il a cité les données que

l'Opep considère comme facteurs de baisse de la demande attendue au deuxième trimestre de l'année en cours.

En citant la probabilité de récession de l'économie américaine, premier consommateur mondial de pétrole, qui s'affirme de plus en plus.

Les autres facteurs de baisse de la demande résident dans la hausse des stocks de brut américains en raison des travaux de maintenance dans les raffineries américaines, et la révision à la baisse des prévisions de croissance de la demande en pétrole de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui les situent actuellement à 1,3 mbj contre des prévisions précédentes de 1,8

mbj. Pour le ministre de l'Energie, les cours du baril devraient osciller entre 80 et 90 dollars, restant élevés en raison des facteurs conjoncturels récurrents, au moins jusqu'au 3^e trimestre.

Le président de l'Opep a aussi indiqué qu'une réunion des ministres des Finances des pays membres de l'Opep va se tenir à la demande du Venezuela, sans préciser la date de cette rencontre.

C.B./Agences



Une réunion pour étudier la situation du marché pétrolier.

HYDROCARBURES : LE 7^e APPEL D'OFFRES LANCÉ DANS QUELQUES SEMAINES

Toutes les sociétés étrangères opérant en Algérie intéressées

Le septième appel d'offres pour l'attribution de 15 blocs d'hydrocarbures sera lancé officiellement dans quelques semaines. Un appel à manifestation d'intérêt avait été publié récemment par l'Agence nationale de valorisation des hydrocarbures (Alnaft) pour le choix des sociétés préqualifiées.

Selon le président de l'Alnaft, Sid-

Ali Betata, toutes les compagnies pétrolières étrangères opérant en Algérie ont manifesté de l'intérêt. D'autres sociétés, telles Exxon Mobil, Petrobras (Brésil) et Addax petroleum qui n'opèrent pas dans notre pays, sont également intéressées. Même deux groupements d'investisseurs algériens s'intéressent à cette préqualification.

A charge de disposer des compétences technologiques et financières pour investir dans le domaine minier national. Le président de l'Alnaft a précisé que les blocs d'hydrocarbures se trouvent dans des périmètres à haut potentiel minier, notamment à Oued Mya et Hassi Berkine.

C. B.